

Établissement public de l'État représenté par le Directeur Général en exercice,
nommé et reconduit dans ses fonctions par décret en date du 10 avril 2022 (J.O n° 0086 du 11 avril 2022)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

CCP N°2024 02 001

MARCHE RELATIF À L'IMPRESSION ET LA LIVRAISON DE LIVRETS DE FAMILLE

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

le 10 avril 2025 à 12 heures 00

*OFPRA
Service du budget
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex*

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 – DURÉE	4
ARTICLE 4 – ALLOTISSEMENT ET MONTANT	4
ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE	4
ARTICLE 6 – COMPOSITION DES DOSSIERS	5
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RETRAITS ET D’ENVOI DES DOSSIERS	6
ARTICLE 8 – OUVERTURE DES PLIS ET SÉLECTION DES OFFRES	7
ARTICLE 9 – ATTRIBUTION	8
ARTICLE 10 – NOTIFICATION	9
ARTICLE 11 – VOIE ET DÉLAIS DE RECOURS	9
ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Article 1.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet **l'impression et la livraison de livrets de famille** destinés à être remis aux réfugiés, apatrides et bénéficiaires de la protection subsidiaire, par les divisions de la protection de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), en application des articles L.121-9 du CESEDA et 7.2 du décret du 15 mai 1974 relatif au livret de famille et à l'information des époux sur le droit de la famille.

Article 1.2 - Forme du marché

La présente consultation donne lieu à **un accord cadre mono attributaire à bons de commande**, en application des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 à R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code la commande publique.

Le marché est passé selon **une procédure formalisée** conformément articles L.°2124-1 et R.°2124-1 du code la commande publique. La présente consultation donne lieu au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse en application des articles L.°2152-7 et R.°2152-7 du code précité, à l'issue **d'un appel d'offres ouvert** conformément aux articles L.°2124-2 et R.°2124-2 alinéa 1 dudit code.

Article 1.3 Divers

Les correspondances, réunions et discussions relatives à ce marché se déroulent en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du présent marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

Article 1.4 codes CPV nomenclature communautaire

Services d'impression	79810000-5
-----------------------	------------

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Article 2.1 Pièces particulières

- ✓ L'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- ✓ Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes I (spécifications techniques) et II (RGPD) ;
- ✓ L'offre technique du titulaire ;

Font foi les exemplaires des documents particuliers composant le présent marché conservés dans les archives de l'OFPRA. Le cahier des clauses particulières vaut cahier des clauses administratives particulières et cahier des clauses techniques particulières.

Article 2.2 Pièces non particulières

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 s'applique, sauf dérogation. Ce document n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire.

ARTICLE 3 – DURÉE

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an, allant de la date de notification jusqu'à sa date anniversaire.

Conformément aux articles L. 2112-5 et R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement trois fois à sa date anniversaire pour une nouvelle durée d'un an, sans que sa durée maximale ne puisse excéder quatre ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction qu'à la condition d'avoir informé le pouvoir adjudicateur de son inaptitude à poursuivre le marché, six mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître les dates d'émission et de réception de ses intentions (courrier ou courriel).

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître la date d'émission de cette décision (courrier ou courriel).

L'émission des bons de commande pour l'exécution des prestations ne peut intervenir conformément à l'article R.°2162-5 du code de la commande publique que pendant la durée de validité du marché.

ARTICLE 4 –MONTANT

Le marché est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 360 000 euros HT.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

Article 5.1 – Les dates importantes

La présente consultation se déroule de la façon suivante :

- Les offres sont remises au plus tard à la date et à l'heure mentionnées à la première page du présent règlement de la consultation.

Toute offre présentée hors de ce délai entraîne le rejet de la candidature.

- Il est demandé aux soumissionnaires de bien vouloir poser toute question par écrit (plate-forme de dématérialisation des marchés de l'Etat PLACE) au plus tard le **24/03/2025**.
- Les réponses aux questions posées seront publiées en ligne sur la plateforme PLACE au plus tard le **2 avril 2025** et seront communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Article 5.2 – Les communications possibles avec les candidats

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

ARTICLE 6 – COMPOSITION DES DOSSIERS

6.1 Éléments à produire au stade de la candidature

Les candidats doivent veiller à fournir l'ensemble des éléments réclamés pour la composition de leur dossier de candidature.

Chaque candidat doit fournir un dossier complet comprenant les éléments suivants dûment complétés :

Éléments du dossier de candidature	
Lettre de candidature	DC1
Déclaration du candidat	DC2
Extrait du K-bis	Inscription au registre du commerce ou équivalent
Présentation du candidat	Sur les 3 dernières années : <ul style="list-style-type: none">• les <u>capacités financières</u> : les chiffres d'affaires ou bilans annuels ;• les <u>capacités techniques</u> : l'effectif actuel du candidat (réparti en personnel d'encadrement et personnel exécutant avec mention des qualifications), l'évolution de l'effectif ;• les <u>capacités professionnelles</u> : les références détaillées dans un domaine analogue au présent marché (<i>impérativement</i> : noms et numéros de téléphone des clients, type de prestation, volume, périodicité).• Une attestation sur l'honneur que le candidat ne se trouve dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L 2141-1 à L 2141-6 du code de la commande publique
Documents attestant des pouvoirs	Concernant la personne habilitée à représenter et à engager le candidat.
En cas de sous-traitance	DC4 <u>obligatoire en cas de sous-traitance</u> . Le cas échéant, il sera fait application de l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.
En cas de groupement	<ul style="list-style-type: none">• une lettre d'habilitation unique désignant le mandataire et signée par tous les membres du groupement ;• <u>pour chacun des membres du groupement</u>, les documents mentionnés aux lignes 2 à 5 du présent tableau.
. Délai de validité des offres : six mois à compter de la date limite de réception des offres.	
. Remarque : les variantes ne sont pas autorisées.	

Les formulaires et notices explicatives sont consultables et téléchargeables à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

6.2 Eléments composant l'offre

Les documents relatifs à l'offre du candidat doivent contenir les éléments suivants :

- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le **mémoire technique** du candidat ;

Les candidats doivent apporter le plus grand soin à l'élaboration de leur offre technique, laquelle comporte impérativement l'ensemble des éléments nécessaire à son évaluation ;

- **l'échantillon d'un livret de famille. Cet échantillon doit, impérativement, être transmis à l'adresse suivante :**

OFPRA
Service du Budget
CCP n°2024 02 001
Echantillon livret de famille
201 rue Carnot
94136 Fontenay-sous- Bois

La remise de cet échantillon ne donnera pas lieu à indemnisation.

La production des éléments composant l'offre sont indispensables.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE RETRAITS ET D'ENVOI DES DOSSIERS

En application de l'article L. 2132-2 du code de la commande publique, la présente mise en concurrence fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure impose aux candidats d'accéder aux informations et documents relatifs à la consultation via **la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE)**, qui explique les modalités de téléchargement et propose un service d'aide technique en cas de difficultés.

L'ensemble des pièces nécessaires à la consultation est téléchargeable sur la plate-forme de dématérialisation, à l'adresse suivante :

PLACE: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les avis d'appel public à la concurrence sont consultables sur le site du BOAMP via la plate-forme de dématérialisation des marchés de l'État (PLACE) sans aucune contrainte d'identification et sur le site internet de l'Ofpra.¹

7.1 Retrait du dossier de consultation

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique valide, afin de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le pouvoir adjudicateur pourra communiquer par écrit via la plate-forme PLACE avec les candidats (envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du dossier de consultation, etc). Des courriels seront adressés aux candidats en provenance de l'adresse de messagerie de l'acheteur.

Les candidats sont donc invités à :

- s'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie courriel permet de recevoir ce type de message ;

¹ Seules les informations contenues dans les avis des journaux officiels font foi, notamment en cas de discordance entre les avis officiels et ceux mis en ligne et librement consultables sur le site de l'Établissement.

- vérifier que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirable » ou « spam » ;
- accuser réception de chacun de ces envois en cliquant sur le lien de téléchargement contenu dans le courriel.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plate-forme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de suppression de ladite adresse électronique ou en cas de téléchargement anonyme. En cas de difficulté de téléchargement, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme PLACE.

7.2 Dépôt des offres et des candidatures

Les candidats doivent obligatoirement remettre leurs candidatures et leurs offres de manière dématérialisée exclusivement sur **la plateforme PLACE**.

Les dossiers transmis hors délai ou sans que cette modalité soit respectée, et notamment en cas de transmission sous un autre format (papier, fax, courriel) **seront déclarés irrecevables**.

L'administration s'engage à assurer l'intégrité des documents mis en ligne et la sécurisation des échanges grâce à l'utilisation du protocole https.

7.3 Copie de sauvegarde

Chaque candidat a la possibilité de faire parvenir une copie de sauvegarde, sur support papier ou sur support physique électronique (support usb), dans les délais impartis pour la remise des offres.

Copie de sauvegarde

Le candidat peut transmettre une copie de sauvegarde présentée sous enveloppe cachetée comportant les mentions suivantes :

« NE PAS OUVRIR »
A l'attention du service du Budget
Marché impression et livraison de livret de famille
CCP N° 2024 11 002

Elle devra parvenir avant la date et l'heure limites, soit par voie postale, soit par coursier, à l'adresse suivante :

Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides
Service du Budget –Pôle des marchés
201, rue Carnot - 94136 Fontenay-sous-Bois Cedex

La personne chargée du dépôt devra impérativement être munie d'une pièce d'identité. La date et l'heure de réception font foi.

ARTICLE 8 – OUVERTURE DES PLIS ET SÉLECTION DES OFFRES

8.1 Examen des candidatures

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, le pouvoir adjudicateur élimine :

- les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-12 du code de la commande publique ;
- les candidats n'ayant pas fourni, dans les délais impartis, l'ensemble des pièces exigées conformément à l'article R. 2144-2 ;
- les candidats qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques et/ou financières pour exécuter les prestations ;
- les candidats dont il peut être légitimement suspecté qu'ils cherchent à mettre en échec les principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures définis à l'article L. 3 du code de la commande publique.

Si l'acheteur constate que certains dossiers ne contiennent pas l'ensemble des renseignements et pièces relatifs à la candidature, il pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai de 5 jours ouvrés à partir de la notification de cette demande.

A la suite de l'analyse des candidatures et à leurs éventuelles complétudes l'acheteur accepte ou rejette les dossiers de candidatures comme susmentionnés.

8.2 Examen des offres

L'acheteur procède ensuite à l'analyse des offres dont les candidatures ont été acceptées.

Conformément à l'article R. 2161-11 du code de la commande publique, l'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables conformément aux articles L. 2152-2 à L. 2152-4 du code de la commande publique, il attribue le marché au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection ci-dessous énoncés et pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération	Sous-critères	Pondération
Valeur technique	70%	Qualité et adéquation du produit proposé au regard des exigences techniques du cahier des clauses particulières	65 %
		Délai de livraison (délai de livraison proposé par le candidat, organisation mise en œuvre pour respecter ce délai, capacité à répondre à une commande urgente)	25 %
		Prise en compte du développement durable dans le mode de production et de livraison	10 %
Valeur financière	30 %		

ARTICLE 9 – ATTRIBUTION

9.1 Candidat dont l'offre a été rejetée

Après analyse des offres l'acheteur notifie sans délai au(x) candidat(s) non retenu(s) sa décision de rejeter son/leurs offre(s) en application de l'article R. 2181-3 du code de la commande publique. Les candidats dont l'offre n'a pas été retenue sont informés par lettre avec accusé de réception.

9.2 Candidat dont l'offre a été retenue

Dès qu'il est informé de l'intention de conclure du pouvoir adjudicateur, le candidat retenu ou, si l'attributaire est un groupement, chacun de ses membres doit produire, dans un délai de 5 jours ouvrés, s'ils n'ont pas été fournis au moment du dépôt de l'offre :

- les documents certifiant sa régularité sociale et fiscale de moins de 6 mois à compter de la date d'attribution du marché ;
- une attestation de vigilance ;
- un extrait Kbis d'inscription au registre du commerce ;
- un RIB ;
- une attestation d'assurance en cours de validité.

Le prestataire devra également transmettre dûment complété, daté et signé en original par voie postale, s'il ne l'a pas déjà fait lors du dépôt de l'offre, le formulaire ATTR11 (acte d'engagement).

Il est rappelé qu'un candidat qui serait dans l'incapacité de produire les documents certifiant sa régularité sociale et fiscale dans les délais impartis, se verra évincé au profit du candidat suivant au classement.

ARTICLE 10 – NOTIFICATION

Le marché est notifié au titulaire conformément à article R. °2182-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 – VOIE ET DÉLAIS DE RECOURS

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code précité, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code précité.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision conformément à l'article R. 421-1 du code précité.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
77000 Melun
Tél. : 01 60 56 66 30
Fax : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr